

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 24 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUMIRIKO Rubber Compounding France

Usine des Caillots
58300 DECIZE

Références : 220580
Code AIOT : 0005401335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France, implanté Usine des Caillots - 58300 DECIZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection se place dans le cadre de l'action sécheresse.

L'exploitant figure parmi les plus gros préleveurs (brut - hors restitution, au milieu naturel) d'eau de France, à la 410^{ème} place environ.

À ce titre, il est demandé à la DREAL s'assurer un suivi hebdomadaire de sa situation, notamment sur les points suivants :

- arrêt du site ? (qui peut-être dû à des arrêts de maintenance programmée)
- mesures de réduction des prélèvements d'eau?
- quantités d'eau économisées ?

Son bassin est « Loire-Amont », en situation d'Alerte renforcée à la date d'inspection.

L'exploitant prélevant plus de 1 000 m³ par an est donc soumis à l'arrêté préfectoral cadre du 15 juin 2021 pour le département de la Nièvre, volet Alerte renforcée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots - 58300 DECIZE
- Code AIOT : 0005401335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces anti-vibratoires en sous-traitance pour l'industrie et le ferroviaire (pièces de plus grandes dimensions), de manchons compensateurs pour les canalisations et, enfin, de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants). L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007. L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80, et en emploie actuellement un peu plus de 140 salariés (sur deux entités, une dédiée à la production SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE et une dédiée à la R&D) depuis la séparation avec la société ANVIS qui est actuellement locataire d'une partie du site mais va déménager dans l'année. SUMIRIKO est l'exploitant au titre des ICPE pour tout le site dont la partie louée à ANVIS.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2	/	Sans objet
5	Prélèvement dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 14.1	/	Sans objet
6	Consommation	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 14.2 modifié	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Il convient que l'exploitant adapte ses procédures internes en intégrant les prescriptions de l'arrêté cadre du 15 juin 2021 et en intégrant une veille sur les passages de seuil vigilance / alerte / alerte renforcée / crise de la zone de gestion.

L'exploitant doit réduire ses prélèvements à court terme comme il s'y est engagé et transmettre à l'Inspection de façon hebdomadaire les données justifiant qu'il respecte l'arrêté cadre sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Pour des motifs liés à des impératifs de santé et salubrité publique (y compris l'arrosage des grumes) et raison de sécurité civile (CE art L. 211-1), une dérogation est possible sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires sauf pour les cas d'urgence qui donneront lieu à bilan transmis a posteriori à l'autorité compétente.
Constats : L'exploitant n'a pas fait de demande de dérogation et ne rentre dans aucune des dérogations prévues à cet article.
Observations : Les responsables du site étaient au courant de la situation d'alerte renforcée, mais pas de l'application de l'arrêté préfectoral cadre sur la sécheresse du 27 mai 2021. Il convient que l'exploitant adapte ses procédures internes en intégrant les prescriptions de l'arrêté du 27 mai 2021 en fonction du seuil (alerte / alerte renforcée / crise).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception : - des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ; - des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau ; - dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007 et ses arrêtés complémentaires ne fixent pas de dispositions particulières quantitatives plus restrictives.</p> <p>S'il devait démontrer que ses procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau, l'exploitant a indiqué à l'inspection les éléments suivants qu'il mettrait en avant :</p> <p>-L'exploitant suit quotidiennement sa consommation prélevée et rejetée. Il signale que l'eau est prélevée dans la Loire et rejetée dans l'Aron (qui donne son nom à un autre bassin). L'Inspection confirme que leur bassin est bien « Loire-Amont ».</p> <p>-L'exploitant a déjà travaillé sur des études/projets de mise en circuit fermé de ses eaux de process, qui permettrait de ne plus prélever d'eau de rivière par pompage pour le refroidissement ni pour la sécurité incendie. Il a missionné une société spécialisée pour travailler sur le sujet. L'objectif est de mettre en place une (ou des) tour aéroréfrigérantes « adiabatique » et des groupes froids en 2023-2024, ce qui permettrait de fonctionner en circuit fermé.</p> <p>Au niveau de la sécurité incendie, il pompe de l'eau en continu pour alimenter leur sprinkler car il n'a pas de cuve. L'exploitant est en négociation avec VNF pour utiliser l'eau du canal voisin (normalement toujours en eau) pour alimenter son sprinkler.</p> <p>-Enfin l'exploitant a la possibilité de diminuer le débit d'eau qui rentre dans son système par une fermeture partielle de la vanne d'alimentation, ce qu'il va faire pour limiter ses prélèvements d'eau. Le compteur est placé après la vanne de fermeture permettant de régler le débit, ce qui permettra de suivre la diminution de prélèvement. L'exploitant étudiera l'impact de cette limitation sur son process et ses produits (pour les 2 sociétés sœurs de Sumiriko ainsi que pour leur locataire Anvis qui part en novembre 2022) avant de le pérenniser.</p> <p>L'exploitant envisage de pérenniser sa limitation à -20 % (voire plus en absence d'impact sur le process et les produits) mais demande à ce que les -20 % ne soient pas dans ce cas cumulatifs d'année en année.</p>
<p>Observations : L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le risque sanitaire lié aux tours aéroréfrigérantes, qui nécessitent une vigilance particulière.</p> <p>L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il n'est pas certain que l'utilisation de l'eau du canal pour alimenter le sprinkler soit autorisée et recommande de demander au préalable au SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p>
<p>Constats : Les déclarations GERE de l'exploitant font état de prélèvement total de: -775 785 m³ en 2019 -703 573 m³ en 2020 -648 527 m³ en 2021 soit -16,4 % par rapport à 2019.</p> <p>Lors de l'inspection, le site était en activité (depuis le 16 août), après deux semaines d'arrêt (quasi total), principalement consacrées à des opérations de maintenance, travaux divers et de nettoyage avec une consommation d'eau négligeable car peu ou pas de production.</p> <p>L'activité est continue, il semble donc pertinent de prendre comme valeur de référence la moyenne sur les 6 derniers mois.</p> <p>Les dernières mesures sur une semaine datent du 4 août, avant le passage en alerte renforcée (le site a repris son activité depuis le 16 août après un arrêt les semaines 31 et 32). -Eau potable (eau de ville) : l'index est à 2 066, 7 jours plus tôt, il était à 2 011, soit une consommation hebdomadaire de 55 m³. -Eau industrielle (3 pompes): l'index est à 4 924 415, 7 jours plus tôt, il était entre 4 907 853 et 4 918 582 (il manque 7 jours d'enregistrement de la télé-relève en juillet, habituellement tout est relevé sauf une ou 2 valeurs par mois), soit une consommation hebdomadaire entre 5 883 (sur 9 jours) et 16 562 m³ (sur 4 jours).</p> <p>Le prélèvement annuel 2021 est de 648 527 m³, soit 12 471 m³ en moyenne par semaine.</p> <p>Lors de la reprise d'activité le 16 août: -Eau potable (eau de ville): l'index est à 2 130, soit une consommation de 58 m³ sur 2 semaines. -Eau industrielle (3 pompes): l'index est à 4 931 915, soit une consommation de 7 500 m³ sur 2 semaines. Ces mesures répondent à l'objectif de réduction (mais il faut signaler que le site est en arrêt). -16,4 % par rapport à 2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre quotidien pour tout prélèvement ou consommation supérieure à 100 m ³ par jour
Constats : L'exploitant dispose d'un registre numérique où sont enregistrées quotidiennement les données du pompage, par télé-relève. L'exploitant dispose de 3 pompes redondantes de capacité différentes, dans un même local, qui prélèvent au même endroit et alimente la même canalisation (unique) qui alimente le site. Il n'est donc pas utile d'avoir un registre séparé pour chaque pompe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prélèvement dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les quantités d'eau prélevées ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes : Débit d'équipement (m ³ /h) [pompe P1] 500 [pompe P2] 350 [pompe P3] 160 [total pompes] 1 010 Prélèvement maximal instantané hors incendie (m ³ /h): 330 Prélèvement journalier moyen* (m ³ /j): 6 400 * PJM : PMI x 24 x 0,8
Constats : Les données présentées par l'exploitant ne révèlent aucun prélèvement supérieur à 1 010 m ³ /h, ni de prélèvement journalier moyen supérieur à 6 400 m ³ /j. Le débit instantané est enregistré tous les quarts d'heure, les enregistrements sur les 2 derniers jours montrent un débit toujours inférieur à 140 m ³ /h. L'Inspection s'est rendue au local pompage qui n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 14.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La consommation globale de l'établissement doit être limitée en volume à 175 m ³ /jour ouvré sur le réseau d'eau public ; Le prélèvement global de l'établissement doit être limité 7 920 m ³ /jour ouvré pour l'eau pompée au point de confluence de la rivière l'Aron avec le fleuve La Loire. Le prélèvement d'eau dans le milieu est limité à 1 400 000 m ³ /an.
Constats : Les données présentées par l'exploitant ne révèlent aucune non-conformité sur ce point : La consommation d'eau issue du réseau public varie entre 5 et 10 m ³ par jour, celle d'eau pompée est au maximum de 2 600 m ³ par jour et le prélèvement annuel 2021 est de 648 527 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet